

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

Brahim Hadjas condamné à cinq ans de prison

L'ex-patron de la banque privée Union Bank s'en est bien sorti dans les trois affaires jugées par le tribunal correctionnel de Sidi M'hamed. Le verdict prononcé hier par cette instance judiciaire a été qualifié par des avocats de très «satisfaisant».

Pour preuve, l'ex-patron d'Union Bank a été acquitté pour deux affaires sur les trois pour lesquelles il a été poursuivi, en application de la loi portant extinction des poursuites, alors que pour la troisième affaire, il a été condamné à cinq années de prison ferme.

Pour cette dernière affaire, la défense compte faire appel du verdict du tribunal auprès de la cour d'appel d'Alger.

Pour rappel, l'ex-patron d'Union Bank était accusé, selon l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation, «de dilapidation en 2004 de deniers publics au préjudice de la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr)».

Selon des sources judiciaires, le mis en cause était concerné également par deux autres affaires «d'escroquerie et d'abus de confiance liées à Union Bank où des clients avaient déposé d'importantes sommes d'argent qu'ils n'ont pu récupérer par la suite».

Une peine de 10 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de dinars a été requise le 9 février dernier par le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed à l'encontre de Brahim Hadjas et une peine de trois ans de prison ferme dans les deux affaires d'escroquerie et d'abus de confiance. Pour rappel, après une cavale de dix ans, Brahim Hadjas, patron



Brahim Hadjas était accusé en 2004 de dilapidation de deniers publics.

de la défunte Union Bank, avait été arrêté par la police des frontières à l'aéroport international Houari-Boumediène d'Alger en provenance du Maroc. Il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé contre lui par le tribunal de Sidi M'hamed relevant de la Cour d'Alger.

Brahim Hadjas avait été condamné à de nombreuses peines prononcées par contumace, dans le cadre de plusieurs affaires pour lesquelles il était poursuivi.

La plus importante est liée à la gestion de sa banque (Union Bank). Ses 11 filiales, dont Union Santé,

Union Immobilier, Union Industrie, Union China-Trading, Union Aviation et Union Air-Fret Service, sont concernées par les recherches, particulièrement Union Pêche, qui avait retenu l'intérêt des enquêteurs en raison de ses activités douteuses et des soupçons de blanchiment d'argent qui pesaient sur elle, notamment après la découverte à Mostaganem de métaux ferreux à la place du matériel de pêche censé être importé.

L'enquête aurait également levé le voile sur des opérations de fuite de capitaux à travers les nombreux transferts effectués par des personnes physiques et morales vers des banques arabes domiciliées en France. Mais dès l'ouverture de l'enquête, Brahim Hadjas, détenteur d'un passeport canadien, a préféré quitter le pays en direction du Canada.

Abder Bettache

ALORS QU'ELLE FÊTAIT HIER SON CINQUANTENAIRE

La Cour suprême reste muette sur les grands dossiers

La Cour suprême a fêté hier son cinquantième anniversaire dans un silence total par rapport aux grands dossiers qui préoccupent l'opinion publique : Sonatrach II et l'affaire Khalifa.

Mehdi Mehenni -Alger (Le Soir) - Une ambiance des plus ordinaires, avec la série de protocoles habituels que connaissent les cérémonies officielles, a caractérisé, hier, la

célébration du cinquantenaire de la Cour suprême. A l'ordre du jour, un programme truffé d'histoire et de déontologie.

Le ministre de la Justice, Tayeb Belaïz, qui a ouvert le bal avec un discours lu au nom du président sortant Abdelaziz Bouteflika, a réitéré la confiance du chef de l'Etat dans le professionnalisme, l'objectivité et la neutralité des magistrats dans la mission dont ils sont à charge dans les présidentielles d'avril 2014. Après quoi, il a offert au Premier magistrat du pays un cadeau qui coïncide avec son 77^e

anniversaire, une robe de magistrat et une médaille d'or pour lui témoigner tous les acquis dont a bénéficié le secteur de la justice sous son règne. Sauf que c'est le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui recevra le cadeau à la place d'un président absent.

Suivra l'inauguration de nouvelles salles d'audience qui porteront le nom d'anciens présidents défunts de la Cour suprême. Mais pas un mot, à l'occasion du cinquantenaire de cette institution, sur les grands dossiers qui restent en suspens. Tayeb Belaïz ne soufflera pas mot à la presse alors que l'actuel président de la Cour suprême, Slimane Boudi, refusa tout commentaire.

Ses gardes du corps ont même fait dans un excès de zèle que même ceux du ministre de la Justice n'ont pas jugé utile d'adopter.

L'affaire Sonatrach II relève aujourd'hui, des prérogatives de la Cour suprême, vu que le privilège de juridiction dont bénéficie

Chakib Khelil a fait que le mandat d'arrêt lancé contre l'ex-ministre de l'Energie par le tribunal de Sidi M'hamed est nul et non avenue. En clair : un vice de forme que beaucoup soupçonnent volontairement. Au jour d'aujourd'hui, soit depuis l'été 2013, la Cour suprême n'a pas communiqué si elle a été saisie par le tribunal de Sidi M'hamed, pour s'enquérir de l'affaire. Une source proche a affirmé hier, sur les lieux, au *Soir d'Algérie*, que la Cour suprême n'a encore rien reçu.

L'affaire est toujours bloquée d'où est parti le mandat d'arrêt. Aucune information n'a encore été communiquée sur l'affaire Khalifa, et au lendemain de l'extradition du concerné. Il faut dire que le cinquantenaire de la Cour suprême n'a bénéficié à l'opinion publique d'aucun éclaircissement sur les grands dossiers qui relèvent avant tout de l'intérêt de la nation.

M. M.

Un terroriste abattu à Sidi-Ali-Bounab

Un terroriste a été abattu par les forces de l'ANP, dans la nuit de samedi dernier, à Sidi-Ali-Bounab, avons-nous appris de source sécuritaire. Le terroriste, dont le corps a été acheminé au CHU de Tizi-Ouzou, a été mis hors d'état de nuire lors de l'opération de ratissage des militaires qui a visé le mont de Sidi-Ali-Bounab, sur les hauteurs de Tadmaït, à une quinzaine de kilomètres, au sud de Tizi-Ouzou. Déclenchée à la fin de la semaine dernière, l'offensive militaire se poursuit toujours.

S. A. M.

MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES AÉROPORTUAIRES

30 milliards de dinars seront consacrés d'ici 2019

La modernisation et le rajeunissement des infrastructures aéroportuaires coûteront quelque 30 milliards de dinars d'ici 2019. A la fin 2013, 80% des aéroports nationaux sont en bon état ou en très bon état.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) -Ayant ouvert hier, à l'hôtel Riadh (Sidi Fredj), les travaux d'une journée d'information, le ministre des Travaux publics a indiqué que d'importants investissements ont été consentis pour le développement et la modernisation du patrimoine aéroportuaire national.

Selon Farouk Chiali, la modernisation et le rajeunissement progressif des infrastructures aéroportuaires (IA) ont représenté un engagement budgétaire de l'ordre de 76 milliards de dinars, dans le cadre du Plan de soutien à la relance économique (PSRE), lancé en 2001 et 2004, et des deux plans quinquennaux 2005-2009 et 2010-2014. Un engagement que le secteur entend poursuivre, assure Farouk Chiali.

Il prévoit ainsi un investissement supplémentaire de 30 milliards de dinars pour le prochain quinquennal, soit d'ici 2019, dans le cadre de la modernisation et le rajeunissement des IA. A ce titre, «les capacités intrinsèques des 36 aéroports ouverts à la circulation aérienne publique répondent aux besoins actuels du trafic aérien», observe le ministre du secteur qui constate que l'évolution du trafic «se limiterait, pour certains aéroports à des

adaptations au niveau des aires de circulation (voies de roulement et bretelles) et de stationnement».

Voire, plus 80% des pistes aéronautiques ont été renforcées durant les 13 dernières années, indique Farouk Chiali qui rappelait qu'un programme d'actions a été arrêté, inscrit dans le Schéma directeur aéroportuaire adopté en 2007 et lié à la concrétisation d'objectifs qualitatifs. Il s'agit de la sauvegarde, prolongement de la durée de vie et maintien d'un seuil de sécurité aéronautique (en adéquation avec les exigences en la matière) et de l'amélioration des caractéristiques géométriques des infrastructures aéroportuaires et augmentation des capacités des aires de stationnement et de manœuvre.

Se basant également sur les résultats de l'évaluation des infrastructures en fonction des Indices de services IS calculés, le ministre des Travaux publics observe qu'à la fin 2013, 80% des aéroports nationaux sont «en bon état ou en très bon état». Des actions multiples sont engagées pour atteindre les 100% à court terme, escompte-t-il.

En ce sens, Farouk Chiali qui a salué «la bonne volonté et les efforts entrepris par nombre de Directions

de travaux publics» incitera les gestionnaires concernés au niveau local et central à poursuivre et accroître les efforts en vue d'achever tous les programmes inscrits. Objectif, œuvrer à ramener la moyenne d'âge des IA au-dessous de 10 ans à la fin de l'année en cours.

Dans ce cadre, le ministre note qu'hormis la réalisation de la deuxième piste au niveau de l'aérodrome Es-Sénia-Oran, l'accent a été davantage porté à l'amélioration des caractéristiques géométriques des infrastructures, l'extension des pistes d'envol et/ou l'augmentation des capacités des aires de stationnement et de manœuvre au regard des changements des avions de référence et des nouvelles aéro-gares en cours de construction ou à construire.

L'entretien des IA doit être pérenne

En ce sens, Farouk Chiali considère prioritaire la sauvegarde du patrimoine aéroportuaire, celle-ci devant «se traduire sur le terrain par une pérennisation de l'entretien et des renforcements ciblés obéissant à une planification devant lui conférer l'efficacité optimale». Certes, la mise en place d'un système de gestion des bases aériennes, à partir de 2004, a permis, selon M. Chiali, de «rehausser la prévention aéronautique et d'améliorer la mis-

sion de l'entretien et la sauvegarde des aéroports». Toutefois, l'on constate que l'efficacité de cet outil de gestion reste «conditionnée» par une présence en permanence et de proximité immédiate de l'IA. D'où, l'accent mis sur l'implantation au niveau de chaque enceinte aéroportuaire d'une section spécialisée avec une équipe d'intervention affectée à cet effet, et dotée d'un matériel adéquat. Ce qui «matérialisera la présence effective du secteur des travaux publics dans l'enceinte aéroportuaire et offrira un meilleur niveau d'efficacité», affirme Farouk Chiali qui précise que la durée de vie espérée d'une chaus-

sée peut être prolongée substantiellement en effectuant l'entretien adéquat en temps opportun.

En outre, la maturation des études ainsi que le contrôle et suivi de la réalisation doivent constituer «le souci majeur» pour les gestionnaires, affirme le ministre des Travaux publics qui observe que «la réussite de chaque projet (coût, délai et qualité) dépend en grande partie de la maîtrise de ces différentes phases». Il appelle, à ce titre, toutes parties concernées (DTP, bureaux d'études et laboratoires) à conjuguer leurs efforts et œuvrer en vue d'améliorer la qualité des études.

C. B.

ÉBOULEMENT DANS LE TUNNEL DE DJEBEL OUAHCH

L'expertise n'est pas encore achevée

L'expertise sur les causes de l'éboulement survenu dans le tunnel de Djebel El Ouahch, sur l'autoroute Est-Ouest, à Constantine, le 1^{er} janvier dernier, n'est pas encore achevée. Entamée depuis, l'expertise qui a été diligentée notamment par les services du ministère des Travaux publics risque de durer encore. C'est ce que le ministre du secteur, Farouk Chiali, a laissé entendre hier, tout en observant que la situation s'est «stabilisée» et que les travaux ont repris. Mais aussi le ministre de préciser que cette expertise a été lancée afin de déterminer les responsabilités de chaque partie qu'il s'agisse de l'entrepreneur (le groupement japonais Cojaal) ou de la partie algérienne (notamment l'Agence nationale des autoroutes). «S'il s'avère que la responsabilité incombe à l'entrepreneur, il paiera sans aucun doute», assure M. Chiali qui précise que la partie algérienne assumera également ses responsabilités.

C. B.